



RAPPORT SUR LES DROITS NUMÉRIQUES ET L'INCLUSION EN AFRIQUE

**RAPPORT PAYS DU
ÉTHIOPIE**

2024

Éthiopie



Résumé

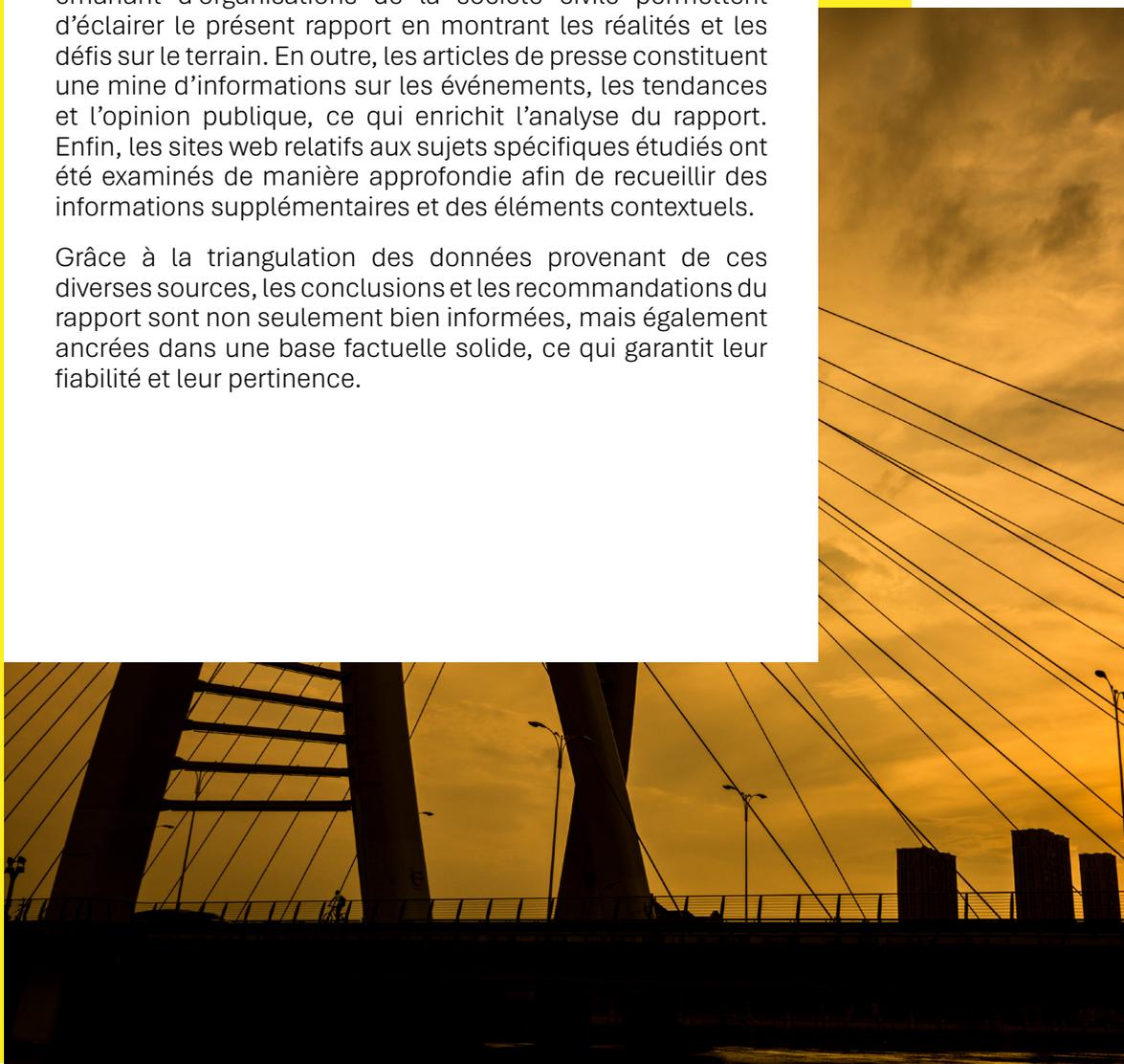
Ce rapport met en évidence les fermetures récurrentes de l'internet qui provoquent des perturbations économiques et sociales, ainsi que la promulgation de la loi éthiopienne sur la protection des données personnelles, qui suscite des inquiétudes quant à sa mise en œuvre. Les recommandations soulignent la nécessité d'une application rigoureuse des lois sur les droits numériques, d'interventions ciblées pour combler le fossé numérique entre les hommes et les femmes, et d'un alignement sur les normes internationales en matière de droits de l'homme afin de favoriser un paysage numérique plus inclusif et plus équitable. Les domaines thématiques comprennent l'accès à l'internet et son accessibilité, la liberté d'expression, la violence numérique fondée sur le genre, la protection des données et les cadres réglementaires. Le rapport utilise une méthodologie de recherche documentaire, synthétisant des données provenant du gouvernement, de la société civile, des médias et de sources spécifiques, afin de fournir une analyse complète du paysage des droits numériques en Éthiopie en 2024. En outre, ce rapport utilise l'indice TheScore de PIN pour évaluer les droits numériques en Éthiopie. Les principales sources d'information comprennent les sites web du gouvernement, qui fournissent des données officielles et des documents politiques essentiels pour comprendre le cadre réglementaire et institutionnel. Différents rapports émanant d'organisations de la société civile permettent d'éclairer le présent rapport en montrant les réalités et les défis sur le terrain. En outre, les articles de presse constituent une mine d'informations sur les événements, les tendances et l'opinion publique, ce qui enrichit l'analyse du rapport. Enfin, les sites web relatifs aux sujets spécifiques étudiés ont été examinés de manière approfondie afin de recueillir des informations supplémentaires et des éléments contextuels.

Grâce à la triangulation des données provenant de ces diverses sources, les conclusions et les recommandations du rapport sont non seulement bien informées, mais également ancrées dans une base factuelle solide, ce qui garantit leur fiabilité et leur pertinence.

2

DROITS
NUMÉRIQUES
ET INCLUSION
EN AFRIQUE
RAPPORT

LONDA
2024



Introduction

3

DROITS
NUMÉRIQUES
ET INCLUSION
EN AFRIQUE
RAPPORT

LONDA
2024

L'Éthiopie est située dans la Corne de l'Afrique. En 2024, la population du pays est estimée à environ 129,7 millions d'habitants.³⁰⁰ Ces dernières années, l'Éthiopie a été confrontée à un paysage politique et social turbulent, marqué par des conflits dans différentes régions du pays. Ces difficultés ont eu un impact sur les droits numériques, notamment les fermetures d'Internet, les problèmes de liberté d'expression, l'accès à l'information et la censure en ligne. Le 25 décembre 2024, l'Autorité pour les organisations de la société civile (ACSO), l'agence gouvernementale responsable de la réglementation des organisations de la société civile (OSC) en Éthiopie, a suspendu deux organisations de défense des droits de l'homme : Le Conseil éthiopien des droits de l'homme (EHRCo) et le Centre éthiopien des défenseurs des droits de l'homme (EHRDC), les accusant de s'engager dans des activités jugées «non politiquement neutres» et «allant à l'encontre des intérêts nationaux».³⁰¹ En novembre de la même année, l'ACSO a suspendu le Center for Advancement of Rights and Democracy (CARD), l'Association for Human Rights in Ethiopia (AHRE) et Lawyers for Human Rights (LHR).³⁰² Bien que ces organisations aient reçu des lettres le 12 décembre 2024, indiquant que leurs interdictions avaient été levées, CARD et LHR ont été notifiées le 18 décembre 2024, que leurs suspensions étaient rétablies en raison d'une prétendue non-conformité avec les règlements de l'ACSO.^{303,304} Cette décision de l'ACSO peut être légalement contestée, car aucune preuve n'a été présentée par l'Autorité dans la lettre qu'elle a envoyée aux OSC suspendus et les OSC ont été suspendus sans avertissement. La CARD a officiellement demandé une explication écrite à l'ACSO et est prête à faire appel de la décision auprès du conseil de gouvernance de l'Autorité, conformément à la loi.³⁰⁵ Cette situation a suscité des inquiétudes quant au rétrécissement de l'espace civique et à ses implications pour la défense des droits de l'homme.

En 2024, l'environnement des droits numériques en Éthiopie se caractérise à la fois par des avancées et des défis. Malgré l'augmentation de la pénétration de l'internet et de la couverture mobile, des obstacles systémiques tels que l'accessibilité financière, la disparité entre les sexes et les fermetures récurrentes de l'internet persistent. Dans le même temps, une législation telle que la Proclamation sur la protection des données personnelles³⁰⁶ 2024 marque un progrès, bien que les lacunes dans l'application de la loi et les excès du gouvernement restent préoccupants. Selon l'indice TheScore, l'Éthiopie présente un statut «légèrement conforme», soulignant les domaines critiques à améliorer pour faire respecter les droits numériques de manière efficace.

300 Tableau de bord de la population mondiale de l'UNFPA, 2024 : <https://www.unfpa.org/data/world-population/ET> ; consulté le 9 janvier 2025.

301 Addis Standard ; EHRCo, EHRDC derniers groupes de défense des droits suspendus par l'Autorité de la société civile, citant des «déviances» et un prétendu «manque d'indépendance» ; <https://addisstandard.com/ehrc-co-ehrdc-latest-rights-groups-suspended-by-civil-society-authority-citing-deviation-and-alleged-lack-of-independence/> ; consulté le 9 janvier 2025.

302 Capital ; L'Autorité des OSC répond à l'interdiction de trois organisations <https://capitalethiopia.com/2024/12/02/cso-authority-responds-to-ban-on-three-organizations/> ; Date de consultation : 9 janvier 2025

303 Communiqué de presse du Centre pour l'avancement des droits et de la démocratie (CARD) : <https://www.cardeth.org/CARD-Reimposition-Suspension> ; consulté le 9 janvier 2025

304 Communiqué de presse des avocats pour les droits de l'homme : <https://lhrethiopia.org/press-release-amharic/> ; consulté le 9 janvier 2025

305 Une brève déclaration sur la réimposition de la suspension du Center for Advancement of Rights and Democracy (CARD) : <https://www.cardeth.org/CARD-Reimposition-Suspension> ; consulté le 7 février 2025

306 Proclamation sur la protection des données personnelles ; Proclamation No. 1321 /2024 https://eca.et/wp-content/uploads/2024/10/personal_data_protection_proclamation_No_1321_2024.pdf ; Date de consultation : 3 janvier 2025

Accès à l'internet

En 2023, l'opérateur de télécommunications public Ethio-Telecom a fait état d'un nombre important d'utilisateurs de données et d'Internet, atteignant 33,9 millions. En outre, le nombre d'abonnés aux services fixes s'élève à 853 600, tandis que le nombre d'abonnés au haut débit fixe s'élève à 618 300.³⁰⁷ Au cours de la dernière décennie, l'accès à l'internet mobile s'est considérablement amélioré, les réseaux 3G couvrant 98 % de la population et la couverture 4G 33 %³⁰⁸. Toutefois, ces données de l'opérateur public de télécommunications sont plus élevées que le rapport de DataReportal, qui indique qu'il y aura 24,83 millions d'utilisateurs d'internet en Éthiopie en janvier 2024, le taux de pénétration de l'internet s'élevant à 19,4 % de la population totale au début de l'année.³⁰⁹

En ce qui concerne l'accessibilité à l'internet, le nombre total de villes 4G accessibles est passé de 300 à 424, et le nombre de stations 5G à 189.³¹⁰ De tous les mécanismes d'utilisation de l'internet, les réseaux cellulaires/mobiles sont le type de connexion à l'internet le plus préféré, suivi par les points d'accès Wi-Fi et l'internet fixe à large bande.³¹¹ Le nombre d'utilisateurs de l'internet, définis comme des cartes SIM (Subscriber Identity Module) connectées à l'internet mobile, a augmenté pour atteindre plus de 40 millions d'utilisateurs disposant au moins d'une connexion 3G+. Toutefois, l'élimination des obstacles et la stimulation de la demande supplémentaire pourraient se traduire par 7,9 millions de nouveaux utilisateurs de l'internet mobile d'ici à 2028.³¹²

L'écart entre les sexes en matière d'utilisation des smartphones a également été évalué, révélant que 20 % des hommes et 15 % des femmes utilisent des smartphones en Éthiopie.³¹³ Cette disparité indique la nécessité d'interventions ciblées pour combler le fossé entre les hommes et les femmes en matière d'accès numérique. Malgré cela, une partie des hommes (30 %) et des femmes (26 %) qui utilisent l'internet mobile considèrent que le prix des appareils est un obstacle important, selon le rapport de l'Association mondiale pour les communications mobiles (GSMA) sur l'écart entre les hommes et les femmes dans le domaine de la téléphonie mobile.³¹⁴ En outre, une étude locale a suggéré que l'utilisation plus élevée chez les hommes que chez les femmes pourrait être attribuée à des facteurs tels que les normes socioculturelles, où les restrictions d'accès des femmes aux espaces publics sont un facteur ou les disparités en matière de culture numérique.³¹⁵ Bien qu'il y ait un problème d'accessibilité, Ethio-Telecom a ajusté ses prix pour les forfaits de données, qui ont augmenté en moyenne de 18% à la suite des ajustements macroéconomiques.³¹⁶

L'accessibilité de l'internet est également importante pour le respect des principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH)³¹⁷, en particulier l'article 19, qui garantit la liberté d'opinion et d'expression, et l'article 27, qui garantit les droits culturels. L'internet constitue une plateforme essentielle pour l'exercice de ces droits en permettant le libre échange d'informations et la participation à des activités culturelles. En outre, les objectifs de développement durable (ODD)³¹⁸ soulignent l'importance de l'accès à l'internet, en particulier

4

DROITS
NUMÉRIQUES
ET INCLUSION
EN AFRIQUE
RAPPORT

LONDA
2024

307 Ethio telecom 2022/23 Performance commerciale annuelle, juillet 2023 : <https://www.ethiotelecom.et/ethio-telecom-2022-23-annual-business-performance/> ; Date d'accès 28 octobre

308 Ethio telecom 2023/2024 Rapport annuel sur la performance de l'entreprise, juillet 2024 : <https://www.ethiotelecom.et/ethio-telecom-2023-2024-annual-business-performance-report/> ; Date d'accès 27 octobre 2024

309 «Numérique 2024 : Éthiopie», DataReportal, 23 février 2024, <https://datareportal.com/reports/digital-2024-ethiopia> . Date d'accès 2 octobre 2024

310 Ethio telecom 2023/2024 Rapport annuel sur les performances commerciales, juillet 2024 : <https://www.ethiotelecom.et/ethio-telecom-2023-2024-annual-business-performance-report/> ; Date d'accès 28 octobre

311 Asrat Seyoum, Asmerate Hailesilasse, Menychle Meseret. (2024). Équité de l'accès à Internet en Éthiopie. Rapport de recherche, The Center for the Advancement of Rights and Democracy/ CARD : <https://www.cardeth.org/equitable-access-to-the-internet-in-ethiopia> ; Date d'accès : 28 octobre

312 GSMA ; Piloter la transformation numérique de l'économie en Éthiopie, octobre 2024, https://www.gsma.com/about-us/regions/sub-saharan-africa/gsma_resources/digital-economy-ethiopia-report ; date de consultation le 5 novembre 2024.

313 GSMA ; Rapport sur l'écart entre les sexes dans le secteur mobile 2024, mai 2024, <https://www.gsma.com/r/wp-content/uploads/2024/05/The-Mobile-Gender-Gap-Report-2024.pdf> ; consulté le 5 novembre 2024.

314 GSMA ; Rapport sur l'écart entre les sexes dans le secteur mobile 2024, mai 2024, <https://www.gsma.com/r/wp-content/uploads/2024/05/The-Mobile-Gender-Gap-Report-2024.pdf> ; consulté le 5 novembre 2024.

315 Asrat Seyoum, Asmerate Hailesilasse, Menychle Meseret. (2024). Équité de l'accès à Internet en Éthiopie. Rapport de recherche, Centre pour l'avancement des droits et de la démocratie/CARD : <https://www.cardeth.org/equitable-access-to-the-internet-in-ethiopia> ; Date d'accès 28 octobre

316 Shega News, octobre 2024, shega.co ; consulté le 10 novembre 2024

317 Déclaration universelle des droits de l'homme : https://www.ohchr.org/en/UDHR/Documents/UDHR_Translations/eng.pdf ; Date de consultation : 20 octobre

318 Objectifs de développement durable : <https://sdgs.un.org/goals>

l'ODD 5 sur l'égalité des sexes, l'ODD 9 sur l'industrie, l'innovation et l'infrastructure, et l'ODD 10 sur la réduction des inégalités, mettant en évidence le rôle d'ouverture de l'internet dans la réalisation de ces objectifs mondiaux.

Aucun pays d'Afrique subsaharienne n'a connu d'interruptions d'accès à Internet aussi importantes que l'Éthiopie au fil des ans.³¹⁹ Depuis 2016, il y a eu au moins 26 incidents de coupures en réponse à des conflits, des violences communautaires et des troubles politiques.³²⁰ Ces fermetures ont entraîné des pertes économiques considérables, d'un montant total de 1,59 milliard de dollars, et ont touché 29 millions d'utilisateurs d'internet. La plus récente fermeture d'Internet a été décrétée dans l'État régional d'Amhara le 3 août 2023, en raison d'affrontements entre les forces militaires fédérales et les combattants Fano, qui ont conduit à la déclaration de l'état d'urgence. Les services Internet ont repris dans la région Amhara près d'un an plus tard, le 14 juillet 2024.³²¹ Cette interruption a entraîné une perte de 130 millions USD.³²²

Les fermetures d'Internet en Éthiopie violent la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (Charte africaine). L'article 9 garantit le droit de recevoir des informations et la liberté d'expression, qui sont directement violés par ces fermetures. En outre, l'article 24 souligne le droit à un environnement satisfaisant et propice au développement, qui est entravé par les perturbations économiques et sociales causées par les coupures d'Internet prolongées et les conflits. Ces droits sont fondamentaux pour garantir que les citoyens puissent accéder à l'information et participer aux activités de la société.

De même, ces fermetures sont contraires au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP).³²³ L'article 19 du PIDCP garantit le droit à la liberté d'expression et à l'accès à l'information, qui comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations par quelque moyen que ce soit. Les fermetures empêchent les individus d'exercer ce droit, en limitant leur capacité à communiquer et à accéder à l'information. En outre, l'article 21 du PIDCP garantit le droit de réunion pacifique, qui est gravement affecté par l'état d'urgence qui a été promulgué en août 2023 et a expiré le 3 juin 2024.³²⁴

Liberté d'expression

La Constitution éthiopienne³²⁵, dans son article 29, affirme le droit de pensée, d'opinion et d'expression, et l'article 30 garantit le droit d'assemblée, de manifestation et de pétition en tant que droits démocratiques. Ces droits sont conformes à l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP)³²⁶ et de la Charte africaine³²⁷, qui mettent l'accent sur la liberté d'expression.

Au-delà du rapport Londa 2023 sur l'Éthiopie³²⁸, la détention de journalistes et de militants s'est poursuivie en 2024. Depuis la déclaration de l'état d'urgence en Amhara en août 2023, au moins neuf journalistes ont été détenus, dont cinq sont toujours en détention.³²⁹ Outre les journalistes,

319 Addis Standard news : <https://addisstandard.com/ethiopia-tops-sub-saharan-africa-in-economic-losses-from-internet-shutdowns-new-study/> ;

Date d'accès : 6 février 2025

320 Access Now : Démocratie en déclin, violence croissante, mai 2024, [2023-KIO-Report.pdf](https://www.accessnow.org/2023-KIO-Report.pdf) ; consulté le 26 octobre 2024

321 Addis Standard News : Les services Internet reprennent dans toute la région d'Amhara après une interruption de près d'un an, juillet 2024, <https://addisstandard.com/internet-services-resume-across-amhara-region-after-near-year-long-shutdown/> ; Date accessed October 26, 2024

322 Top10VPN, Les coupures d'Internet par le gouvernement ont coûté 53 milliards de dollars depuis 2019, mai 2024, <https://www.top10vpn.com/research/cost-of-internet-shutdowns/> ; date consultée le 28 octobre 2024.

323 Pacte international relatif aux droits civils et politiques, adopté en décembre 1966 ; consulté le 6 janvier 2025 ;

324 Éthiopie : Le chef des droits de l'homme de l'ONU appelle à des efforts soutenus pour mettre fin aux violations et aux abus, Bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme,

<https://www.ohchr.org/en/press-releases/2024/06/ethiopia-un-human-rights-chief-calls-sustained-efforts-halt-violations-and> ; Date d'accès : 8 janvier 2025

325 Constitution de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, 1995, <https://www.fsc.gov.et/Digital-Law-Library/Federal-Laws/ArtMID/1179/ArticleID/152/Constitution-of-the-Federal-Democratic-Republic-of-Ethiopia-Proclamation-no-11995-%E1%8B%A8%E1%8A%A2%E1%89%B5%E1%8B%AE%E1%8C%B5%E1%8B%AB-%E1%8D%8C%E1%8B%B4%E1%88%AB%E1%88%8B%E1%8B%8A-%E1%8B%B2%E1%88%9E%E1%8A%AD%E1%88%AB%E1%88%B2%E1%8B%AB%E1%8B%8A-%E1%88%AA%E1%8D%90%E1%89%A5%E1%88%8A%E1%8A%AD-%E1%88%95%E1%8C%88-%E1%88%98%E1%8A%95%E1%8C%8D%E1%88%A5%E1%89%B5-%E1%8A%A0%E1%8B%8B%E1%8C%85-%E1%89%81-11987> ; Date accessed October 28, 2024

326 Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 1966, <https://www.ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/international-covenant-civil-and-political-rights> ; date d'accès : 28 octobre

327 Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, 1981, <https://achpr.au.int/en/charter/african-charter-human-and-peoples-rights/> ; Date d'accès 28 octobre

328 Rapport Londa, 2023 : <https://paradigmhq.org/wp-content/uploads/2024/04/Londa-2023-1-1.pdf> ; consulté le 6 janvier 2025

329 Human Rights Watch, Éthiopie : Halte à la répression contre les groupes de défense des droits humains, juin 2024, <https://www.hrw.org/>

d'anciens responsables gouvernementaux et des membres du parlement ont également été détenus dans le cadre de l'état d'urgence. Plusieurs acteurs de la société civile, défenseurs des droits de l'homme et journalistes ont été contraints à l'exil en raison des intimidations et des menaces. Par exemple, le 17 septembre, Belay Manaye, journaliste et fondateur du média en ligne Ethionews, et Beqalu Alamirew, journaliste et fondateur d'Alpha média auraient fui le pays illégalement, mais en toute sécurité après avoir été libérés de détention en juin 2024 parce qu'ils étaient menacés de mort par les forces de sécurité³³⁰. En outre, les forces de sécurité ont multiplié les actes d'intimidation, de harcèlement et les menaces à l'encontre d'importantes organisations éthiopiennes de défense des droits de l'homme, étouffant encore davantage les libertés civiles.³³¹

332

L'Éthiopie a promulgué la proclamation sur la prévention et la suppression des discours haineux et de la désinformation en mars 2020. Depuis le rapport de Londa 2023, deux personnes ont été inculpées en vertu de cette proclamation. Muhiyadin Mohamed Abdullahi a été placé en détention le 13 février et condamné à deux ans d'emprisonnement le 2 mai 2024 pour diffusion de fausses nouvelles et discours de haine.³³³ L'association des journalistes de la région somalienne a annoncé par la suite que Muhiyadin avait été libéré le 10 juin 2024.³³⁴ Un autre individu, Tadios Tantu, a été condamné à six ans de prison en vertu de la même loi, avec des accusations spécifiques de «diffusion de discours de haine», «incitation à la violence» et «obstruction aux mouvements des forces de défense» en octobre 2024.³³⁵

La violence sexiste facilitée par la technologie (TFGBV) reste un problème important en Éthiopie, obligeant les femmes à se retirer des espaces publics et limitant leur participation à la vie publique, à la fois en ligne et hors ligne. De nombreuses femmes ont raconté avoir subi des agressions physiques, avoir été détenues et avoir dû fuir le pays à la suite de menaces de violence sexiste.³³⁶³³⁷ Les femmes et les filles font l'objet de plus de discours haineux, y compris de stéréotypes sexistes et de moqueries, que les hommes et les garçons.³³⁸ Les féminicides sont en augmentation en Éthiopie, et plusieurs cas ont été recensés dans tout le pays. Le cas de Heaven Awot, une fillette de sept ans qui a été violée et assassinée à plusieurs reprises par son propriétaire, a attiré l'attention de tous et plus de 325 000 personnes ont signé une pétition publiée par [Article 35](#). Les organisations de défense des droits des femmes ont organisé un communiqué de presse et une veillée aux chandelles le 23 août 2024, à l'hôtel Elilly, qui a été interrompue par les forces de sécurité et a dû s'arrêter sur le site.³³⁹ En Éthiopie, la communauté LGBTQIA+ est confrontée à d'importants défis, notamment la persécution institutionnalisée et la violence sociétale. Même des écarts mineurs, comme le fait de porter des jeans moulants ou d'avoir les cheveux colorés, peuvent conduire à de fausses perceptions de l'homosexualité, entraînant une ostracisation sociale et des violences physiques. De nombreuses personnes sont victimes de doxxing, c'est-à-dire que leur identité est révélée en ligne par des rumeurs de désinformation, ce qui entraîne des invasions de domicile et des agressions, obligeant certains à fuir pour leur sécurité.^{340, 341}

[news/2024/06/18/ethiopia-halt-crackdown-against-human-rights-groups](https://www.hrw.org/news/2024/06/18/ethiopia-halt-crackdown-against-human-rights-groups) ; consulté le 28 octobre 2024.

330 Comité de protection des journalistes (CPJ), Fuyant la répression prolongée des médias, les journalistes éthiopiens luttent en exil, 18 juin 2024, <https://cpj.org/2024/06/fleeing-prolonged-media-crackdown-ethiopian-journalists-struggle-in-exile/> ; Date consultée le 28 octobre 2024.

331 Human Rights Watch, Ethiopia : Halte à la répression contre les groupes de défense des droits humains, juin 2024, <https://www.hrw.org/news/2024/06/18/ethiopia-halt-crackdown-against-human-rights-groups> ; consulté le 28 octobre .

332 Conseil éthiopien des droits de l'homme, Communiqué de presse urgent, 25 mai 2024

333 Comité de protection des journalistes (CPJ), Le journaliste éthiopien Muhiyadin Mohamed Abdullahi risque jusqu'à 5 ans de prison sur des accusations de fausses nouvelles, 12 mars 2024, <https://cpj.org/2024/03/ethiopian-journalist-muhiyadin-mohamed-abdullahi-faces-up-to-5-years-in-prison-on-false-news-charges/> ; Date consultée le 30 octobre .

334 Somali Region Journalists Association (SRJA) : <https://web.facebook.com/SRJAethiopia/posts/pfbid0vFNBXZ9PXa5zmGVpWx-DukuR8qznNxxkECYfPqRA7uyicTbfvNqLiMPQANxxaHVaxl> ; date d'accès : 30 octobre 2024

335 Borkena, Le tribunal a condamné Tadios Tantu à plus de six ans de prison sans possibilité de libération conditionnelle, 25 octobre 2024, <https://borkena.com/2024/10/25/court-sentenced-tadios-tantu-to-over-six-years-in-jail-without-parole/> ; Date de consultation : 30 octobre,

336 France 24, « Normalisé et invisible » : les abus en ligne ciblent les femmes éthiopiennes : <https://www.france24.com/en/live-news/20240529-normalised-and-invisible-online-abuse-targets-ethiopian-women> ; Date de consultation : 19 janvier 2025

337 GenderIT, La technologie facilite la violence : le quatrième champ de bataille au milieu de l'escalade en Éthiopie, <https://genderit.org/feminist-talk/technology-facilitate-violence-fourth-battlefield-amid-escalation-ethiopia> ? ; consulté le 9 janvier 2025.

338 Centre pour la résilience de l'information (CIR), Recherche sur la violence sexiste facilitée par la technologie en Éthiopie Résumé Document, mai 2024, https://www.info-res.org/_files/ugd/587f01_849a90c2a17d4526b0fc69b049b8946a.pdf ; Date d'accès : 30 octobre 2024.

339 Ethiopia Insider, , 23 août 2024, <https://ethiopiainsider.com/2024/14112/> ? Date d'accès : 30 octobre 2024

340 Sifter Newsletter : <https://sifter.substack.com/p/how-many-salaries-can-you-afford?r=38rapq&triedRedirect=true> 12 novembre 2024 ; Date de consultation : 14 novembre 2024

341 Féminisme africain : <https://africanfeminism.com/ethiopian-lgbtqia-activists-remain-bold-amidst-heightened-violence/> février 2024 ; date d'accès

En avril 2024, un rapport du service en langue amharique de la Société de radiodiffusion britannique (BBC) a révélé que le Parti de la prospérité (PP) au pouvoir utilisait une vaste «armée médiatique» pour manipuler l'opinion publique en ligne. Le réseau de l'armée des médias a été dirigé par les dirigeants du PP via des groupes WhatsApp et Telegram, employant souvent de faux comptes pour aimer et commenter positivement les posts Facebook du gouvernement et attaquer les critiques du gouvernement et les médias, dans le but de renforcer l'image publique en ligne du gouvernement et du parti au pouvoir. Bien que le PP ait nié avoir utilisé de faux comptes et des comptes payants, Meta a indiqué avoir supprimé un réseau de comptes et de pages qui violaient la politique de comportement frauduleux de l'entreprise en produisant des commentaires en masse pour augmenter artificiellement la portée des messages du gouvernement éthiopien.³⁴²

Protection des données et de la vie privée

En avril 2024, la Chambre des représentants des peuples (HoPR) de la République fédérale démocratique d'Éthiopie a ratifié la Proclamation sur la protection des données personnelles, 2024.³⁴³ Malgré ce jalon législatif, plusieurs institutions de défense des droits de l'homme et des médias ont exprimé leur inquiétude quant à la désignation de l'Autorité éthiopienne des communications en tant qu'organisme de régulation chargé de superviser la protection des données, car elle pourrait ne pas disposer de l'indépendance et de l'expertise nécessaires pour appliquer efficacement les nouvelles réglementations.³⁴⁴ Cette préoccupation a été mise en évidence lors de l'incident de dénonciation de la Banque Commerciale d'Éthiopie (CBE), qui a affiché les photos et les noms des personnes qui avaient refusé de restituer l'argent transféré ou retiré lors d'un dysfonctionnement du système en mars 2024.

Le même mois, la CBE, la plus grande institution financière d'État, a affiché dans ses succursales et sur son site web les photos et les noms des personnes qui avaient retiré ou transféré d'importantes sommes d'argent lors du problème de mise à jour du système. Cette action, qui se voulait une forme de «dénonciation», contrevenait directement à la proclamation sur la protection des données personnelles récemment ratifiée.³⁴⁵ Cependant, la BCE n'a subi aucune répercussion pour ses actions, ce qui soulève des questions quant à l'application des lois sur la protection des données.

En réponse à cet incident, les groupes de défense des droits Access Now et le Center for Rights and Democracy ont adressé une lettre officielle en mai 2024 au président de la CBE, au gouverneur de la Banque nationale d'Éthiopie, l'organisme de réglementation des banques commerciales et au directeur général de l'Autorité éthiopienne des communications. La lettre soulignait que la divulgation publique de données personnelles violait le droit à la vie privée inscrit dans la constitution de la République fédérale démocratique d'Éthiopie (RFDE), l'article 17 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles de 2014 et les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.³⁴⁶ Malgré la gravité de la situation, l'ECB n'a pas répondu à la lettre des groupes de défense des droits. Toutefois, en juin 2024, la banque a supprimé les photos et les noms des personnes impliquées, arguant que 99,13 % de l'argent avait été restitué.³⁴⁷ Bien que cette action ait été corrective, elle n'a pas abordé les questions sous-jacentes de responsabilité et d'application des lois sur la protection des données.

Le projet de développement de corridors dans les grandes villes d'Éthiopie, comme Addis-Abeba, fait partie de l'initiative «ville intelligente» du pays. Ce projet vise à moderniser les services urbains, à améliorer le niveau de vie et à faire progresser le développement urbain. Dans le cadre de cette

: 10 novembre 2024

342 BBC News Amharic, , mai 2024, <https://www.bbc.com/amharic/articles/cp6gnd20675o> ; date de consultation le 30 octobre 2024.

343 Fana Broadcasting Corporate, la Chambre approuve le projet de loi sur la protection des données personnelles, 4 avril 2024, <https://www.fanabc.com/english/amp/house-endorses-personal-data-protection-bill/> ; consulté le 27 octobre 2024.

344 The Reporter, Les critiques craignent la domination et l'impartialité de l'Autorité des communications en matière de données personnelles dans le conflit législatif, 13 janvier 2024, <https://thereporterethiopia.com/38279/> ; Date de consultation : 3 novembre 2024

345 BBC, Commercial Bank of Ethiopia nomme et fait honte à ses clients suite à un problème bancaire money, 5 avril 2024, <https://www.bbc.com/news/world-africa-68740796> ; consulté le 3 novembre 2024.

346 Lettre d'Access Now, Access Now et CARD à la Commercial Bank of Ethiopia concernant la publication des données personnelles des clients, juin 2024, <https://www.accessnow.org/press-release/open-letter-cbe-ethiopia/> ; Date de consultation : 3 novembre 2024

347 Page Facebook de la Banque commerciale d'Éthiopie, https://web.facebook.com/combanketh/posts/pfbid02NedmCQxdKe8CUrzDA7LoaFHW-miqqhe4Z77CpRU3rdWvwxQ1JfPcMdY9jiZ4KuvhAl?rdid=dRrI8Gu5CF6czqKC&_rdc=1&_rdr ; consulté le 3 novembre 2024.

initiative, le gouvernement installe des caméras pour renforcer la sécurité. Selon le maire d'Addis-Abeba, ces caméras permettront de surveiller les espaces publics, de réduire la criminalité et d'assurer la sécurité des résidents.³⁴⁸ Bien que la sécurité soit importante, il est crucial de garantir la transparence dans l'acquisition des technologies en divulguant publiquement les contrats et en établissant un contrôle indépendant. L'engagement des citoyens par le biais de consultations inclusives et de prises de décision participatives afin d'instaurer la confiance garantit que les initiatives de villes intelligentes s'alignent sur une approche fondée sur les droits de l'homme.

Inclusion numérique

Ethiotelecom a annoncé une stratégie globale pour l'année fiscale 2024/25, axée sur l'amélioration significative de la couverture et de la capacité des télécommunications. Le plan prévoit la construction de 1 298 nouveaux sites mobiles, l'extension du service 4G à 500 villes supplémentaires et l'introduction du service 5G dans 15 villes supplémentaires. Pour combler la fracture numérique, 331 solutions de connectivité rurale et 165 sites de réseau mobile seront établis, soit un total de 496 sites, afin d'améliorer la couverture réseau dans 1 000 kebeles ruraux. Ethio Telecom a pour objectif d'augmenter sa base d'abonnés de six pour cent, visant 83 millions de clients, et d'augmenter ses revenus de 74,7% à 163,7 milliards de birr d'ici la fin de l'année fiscale.³⁴⁹

En 2023, l'Éthiopie a promulgué la Proclamation sur l'identification numérique éthiopienne n° 1284/2023.³⁵⁰ Le Programme d'identité nationale (NIDP) est responsable de la mise en œuvre de cette identification légale fondamentale. Le programme délivre un identifiant unique à 12 chiffres, connu sous le nom de Fayda ID, à tous les résidents de l'Éthiopie. Cet identifiant sert d'outil pour la prestation de services et les processus de connaissance du client (KYC) dans les secteurs public et privé. Le NIDP garantit la qualité de ses inscriptions grâce à des services de biométrie et d'authentification, avec pour objectif d'enregistrer 90 millions de résidents d'ici 2028.³⁵¹ L'exclusion des services pour les personnes sans carte d'identité nationale est annoncée par différents fournisseurs de services. Par exemple, Ethio Djibouti Railway SC a annoncé le lancement de sa plateforme de réservation en ligne pour les services de transport public de passagers, à partir de février 2025, où toutes les réservations de voyage nécessiteront désormais Fayda, la carte d'identité nationale.³⁵² En outre, à partir du 1er janvier, les Éthiopiens devront présenter une carte d'identité numérique nationale Fayda pour ouvrir un compte bancaire dans les succursales de la capitale et les banques du pays devront se conformer aux normes Fayda d'ici à janvier 2026, tandis que celles des grandes villes devront respecter une date limite plus précoce, à savoir le 1er juillet 2025.³⁵³

Le fonds de service universel (USF) est en cours d'établissement,³⁵⁴ mais l'autorité éthiopienne des communications a promulgué le cadre de l'accès et du service universels en 2022.

Conclusion

Ce rapport fournit une évaluation complète du paysage des droits et de l'inclusion numériques dans le pays. Il met en évidence à la fois les progrès et les défis persistants. Les principales conclusions indiquent des améliorations dans la couverture de l'internet et la promulgation d'une législation essentielle telle que la Proclamation sur la protection des données personnelles, 2024. Toutefois, des problèmes systémiques tels que les fermetures d'internet, les violations fondées sur le sexe

348 Ethiopian News Agency [Les générations seraient frères du développement du corridor de la ville, dit le maire - ENA Anglais, 2024](#) ; Date de consultation le 01 novembre 2024

349 Communiqué de presse d'Ethiotelecom : <https://www.ethiotelecom.et/%E1%8B%A8%E1%8A%A2%E1%89%B5%E1%8B%AE-%E1%89%B4%E1%88%8C%E1%8A%AE%E1%88%9D-%E1%8B%A82017-%E1%89%A0%E1%8C%80%E1%89%B5-%E1%8B%93%E1%88%98%E1%89%B5-%E1%8A%A0%E1%88%98%E1%89%B3%E1%8B%8A-%E1%8B%A8%E1%89%A2/?lang=am> ; Date de consultation le 6 février 2025

350 Proclamation éthiopienne sur l'identification numérique (2023) https://ethiodata.et/wp-content/uploads/2023/09/Ethiopian-Digital-Identification-Proclamation-No.-1284_2023-1.pdf, consulté le 3 novembre 2024

351 <https://id.gov.et/worldbank>

352 Nouvelles de Birrmetrics :

353 Marché des capitaux d'Éthiopie, la Banque nationale d'Éthiopie exige une carte d'identité nationale pour les opérations bancaires, <https://www.capitalmarketethiopia.com/national-id-must-for-banking-ethiopia/> ; Date d'accès : 10 janvier 2025

354 Fonds de service universel en Afrique, GSMA, octobre 2023 <https://www.gsma.com/about-us/regions/sub-saharan-africa/wp-content/uploads/2023/10/USF-Africa.pdf> ; consulté le 8 janvier 2025

facilitées par la technologie et l'application limitée des cadres réglementaires compromettent ces progrès. La classification de l'Éthiopie comme «légèrement conforme» dans l'indice de score Londa souligne la nécessité de réformes ciblées pour aligner les pratiques nationales sur les normes internationales en matière de droits de l'homme et favoriser un environnement numérique plus inclusif.

9

DROITS
NUMÉRIQUES
ET INCLUSION
EN AFRIQUE
RAPPORT

LONDA
2024

Indicateurs clés de Londa 2025	Déclaration de la CADHP <i>(P comme Principe)</i>	Score	Justification
Fermeture d'Internet	P38(2)	1	Des coupures d'Internet ont été utilisées dans la région d'Amhara au cours de l'année 2024
Lois, politiques et autres mesures inexistantes pour promouvoir un accès universel, équitable, abordable et significatif à l'internet	P37	2	Le pays n'a toujours pas adopté la loi relative à l'USF, bien qu'il existe un cadre stratégique.
Criminalisation des fausses nouvelles	P22(2)	1	Le journaliste Muhiyadin Mohamed Abdullahi a été arrêté le 24 février et inculpé en vertu de la loi éthiopienne sur l'incitation à la haine et la désinformation. Les autorités l'accusent d'avoir diffusé de fausses nouvelles et des discours de haine sur sa page Facebook
Législation sur la sédition	P22(2)	2	Le code pénal érige en infraction les fausses accusations portées contre des fonctionnaires.
Arrestations arbitraires et harcèlement des médias, des défenseurs des droits de l'homme et des citoyens	P20(1) & (2)	1	En raison de l'imposition de l'état d'urgence, différents professionnels des médias, défenseurs des droits de l'homme et citoyens s'identifiant à un groupe ethnique spécifique ont été emprisonnés.
Législation sur la protection des données.	P42	3	La proclamation a été promulguée en 2024, bien qu'elle comporte des limitations

Les États interviennent et exigent le retrait de contenus en ligne par les intermédiaires de l'internet	P38 et P39(4)	2	Bien que le gouvernement n'ait pas récemment demandé le retrait de contenus de nombreuses plateformes de médias sociaux, TikTok a reçu 86 demandes entre janvier et juin 2024 et YouTube a également été invité à retirer des contenus en 2021.
Atteinte à la confidentialité des communications	P41	1	Le personnel des défenseurs des droits de l'homme et des organisations de défense des droits de l'homme a été pris pour cible et leurs bureaux et appareils ont été confisqués .
L'incapacité du gouvernement à divulguer et à diffuser de manière proactive l'information sur les technologies numériques.	P29(3)	1	Les citoyens n'étaient pas au courant des fermetures d'Internet dans l'État régional d'Amhara et ne savaient pas qui les avait imposées.
Stratégies nationales en matière d'IA et de technologies émergentes	P39(6)	2	L'État utilise peu les technologies émergentes et n'est pas encore inclus dans les stratégies nationales.
Adoption de lois, de politiques et de mesures spécifiques en faveur de la sécurité numérique et de la protection de la vie privée des enfants en ligne	P37(5)	3	Bien qu'il n'y ait pas de loi spécifique pour promouvoir la sécurité numérique des enfants, la proclamation sur la protection des données met davantage l'accent sur la confidentialité des données des enfants.
Inclusion numérique	P37(3)	2	L'entreprise publique de télécommunications Ethio telecom tente de s'étendre aux régions non connectées afin de promouvoir l'inclusion numérique.
SCORE TOTAL (jusqu'à 60)		21	

Recommandations

Le gouvernement :

- Donner la priorité à la protection des droits numériques en cessant de recourir aux fermetures de l'internet pendant les conflits, qui portent atteinte à la liberté d'expression et à l'accès à l'information. Elle devrait adopter des politiques transparentes en matière de gouvernance de l'internet.
- Bien qu'Ethio-Telecom mette en œuvre différentes initiatives pour réduire l'accès à l'internet des communautés rurales et des femmes, les autorités devraient mettre en œuvre des programmes de subvention pour les téléphones intelligents et l'accès à l'internet ciblant les femmes et les groupes marginalisés. Ces programmes devraient être associés à des campagnes d'alphabétisation numérique afin d'autonomiser les femmes et d'éliminer les barrières socioculturelles.
- Examiner et modifier des lois telles que la proclamation de 2020 sur la prévention des discours haineux et de la désinformation afin de s'assurer qu'elles sont conformes aux normes internationales en matière de droits de l'homme.
- Mettre fin aux détentions arbitraires de journalistes et de militants et assurer une protection solide de la liberté d'expression.
- Mettre en place une autorité de protection des données indépendante et dotée de ressources suffisantes pour superviser le respect de la proclamation de 2024 sur la protection des données personnelles, enquêter sur les violations et demander des comptes à leurs auteurs.
- Accélérer l'opérationnalisation de l'USF par le biais d'une politique visant à étendre la connectivité dans les zones mal desservies, en garantissant un accès équitable aux services numériques pour tous.
- divulguer de manière proactive des informations sur les politiques ayant une incidence sur les droits et les technologies numériques, afin de favoriser la compréhension et la participation du public à la gouvernance numérique.

Les organisations de la société civile devraient :

- Les organisations de la société civile devraient se concentrer sur les litiges et les actions de plaidoyer pour contester les fermetures d'Internet, les violations de la liberté d'expression et les faibles mesures de protection des données.
- Produire des recherches fondées sur des données probantes pour soutenir leurs campagnes.
- Former des coalitions au niveau local et rejoindre des coalitions régionales et internationales afin d'amplifier les efforts de plaidoyer, d'accéder aux ressources et de promouvoir la responsabilité pour les violations des droits numériques.
- La société civile devrait faire pression pour la création d'une commission indépendante de protection des données personnelles afin de garantir une application impartiale de la loi sur la protection des données.

Le secteur privé devrait :

- Les entreprises de télécommunications et de médias sociaux devraient s'associer aux parties prenantes pour améliorer la culture numérique, en particulier dans les régions mal desservies, tout en garantissant des espaces en ligne sûrs grâce à une modération efficace des contenus dans les langues locales.
- Les opérateurs de télécommunications devraient contribuer activement à l'USF et

s'efforcer d'étendre la couverture aux régions non connectées.

- Les entreprises de télécommunications devraient informer les demandeurs de services de la raison des coupures d'internet.

